

FRUITS DES INSTITUTIONS ET RÉCOLTES POPULAIRES

ÉTUDE SUR LA PORTÉE SOCIALE DU JARDINAGE COMMUNAUTAIRE À MONTRÉAL DE 1909 À 1990

Il pousse plus de choses dans un jardin que n'en
sème le jardinier
- proverbe espagnol-

Pourquoi écrire sur ce sujet..

- ◉ L'expérience des jardins collectifs depuis 1990: une réaction au jardin communautaire?
- ◉ Une pratique qui connaît mal son contexte.
- ◉ Le jardin, une forme « d'activisme » urbain?

Sources

- Fonds Pierre Bourque, disponible à la bibliothèque du Jardin botanique de la Ville de Montréal
- Les archives de la Montreal Parks and Playgrounds Association/Community Garden League of Greater Montreal, 1902-1972, disponibles dans le fonds M.G. 2079
- Archives de la Ville de Montréal
- Archives personnelles d'André Pednault, animateur social et horticole de l'arrondissement Ville-Marie depuis 1988.

Études

- Définir les jardins communautaires
 - Études sur les dynamiques sociales entourant le jardinage communautaire à Montréal: Dalcon-Bouvier, Massé et Beaudry, Boulianne.
- Les mouvements réformistes
 - Réformisme et embellissement: Lawson et Von Baeyer
- Un espace d'autonomie locale
 - L'expérience du Lower East Side: Miranda Martinez.
- Une analyse qui reste à compléter
 - Économie du don et groupes populaires à Montréal: Petitclerc, Godbout et McGraw.

Problématique & résultats

- Problématique: le pouvoir municipal, le Jardin botanique et les groupes de citoyens ne poursuivent pas les mêmes objectifs. Les acteurs en place ont des visions différentes du bon usage des terres urbaines. Comment ces visions se sont-elles concrétisées?
- Résultats:
 - Après une première vague de création des jardins, de 1974 à 1980, le gouvernement municipal et le Jardin botanique, se dotent d'outils pour encadrer les potagers dont ils ont facilité l'émergence. Avec les changements de politiques municipale, entre 1986 et 1990, nous observons une refonte du programme de jardinage. Par ces changements, nous assistons à la transformation d'espaces communautaires en espaces de récréation supervisés.
 - Le jardin capture une redéfinition de l'espace urbain, qui se fait en dialogue avec les institutions et articule ses priorités en des termes propres à son époque.

DANS LES INTERSTICES DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE : LE JARDIN COMME PALLIATIF MORAL ET ÉCONOMIQUE (1900-1970)

- Un mouvement né de l'urbanisation et de l'industrialisation du Canada:
 - The City Improvement League of Montreal (Ligue du progrès civique), en 1909.
 - Effort de guerre de 1915.
 - Community Garden League (CGL), un comité de la Montreal Parks and Playgrounds Association, en 1931, et la Ville de Montréal, via la Commission du secours direct, en 1933
 - Victory Gardens, 1942. Durant la guerre, plus de 15000 jardiniers ont un lot à Montréal.
 - Ligue ouvrière catholique (LOC), à partir de 1942, se joint à la CGL.
- Il y a un déclin rapide du jardinage communautaire après la guerre.:
 - 1950: moins de 900 jardiniers cultivent des lopins.
 - 1954: 500
 - N'est plus significatif à partir de 1960. On peut présumer que le jardinage en squat persiste.

DU QUARTIER À LA VILLE, ENTRE INITIATIVE LOCALE ET LA DÉPENDANCE AUX STRUCTURES MUNICIPALES (1974-1980)

- Profitant des politiques localistes de l'administration Drapeau d'après 1970, les jardins apparaissent à partir de 1974 dans les quartiers ouvriers de Montréal.
- Les premiers jardins: Centre-Sud, Petite Bourgogne, St-Henri Côte des neiges, Hochelaga, NDG, Rivière des Prairies, le Plateau...
 - Venant des quartiers ouvriers, les jardins sont représentatifs de certaines parties de leur population: aîné-e-s, retraité-e-s et familles.
 - Les jardins sont majoritairement organisés par des femmes issues des familles ouvrières, qui animent les jardins, signent les pétitions, écrivent les lettres, etc.
 - Sont organisés autour des corvées communes et des assemblées générales.
- Première politique municipale en 1977 pour harmoniser le développement des jardins que la Ville finance. Plusieurs groupes se dotent de règlements généraux.
- En 1980, la Ville crée ses premiers jardins communautaires et fait faire un étude sur la viabilité d'un programme de jardinage, qui lui coûte 215 000\$ cette année-là, à travers le Jardin botanique. Ce dernier négocie des baux pour les jardins et s'implique activement dans leur développement.

D'ORGANISATIONS AUTONOMES À SERVICES PUBLICS (1980-1990)

- En 1982, la Ville commence à impliquer les conseillers municipaux dans la gestion des jardins, en leur déléguant le rôle de représentants des jardins auprès de ses instances.
- De plus en plus de lettres conflictuelles apparaissent dans les sources du Jardin botanique. Notamment, plusieurs jardiniers demandent des arbitrages de la part de Pierre Bourque et appellent la Ville à prendre des responsabilités.
- La Ville joue maintenant un rôle moteur dans l'établissement des nouveaux jardins et se permet d'ignorer les demandes des groupes, comme le Club populaire des consommateurs ou les résidentes de Benny Farms.
- À partir de 1985, Pierre Bourque fait appel à la Ville afin de mettre en place une structure pour encadrer les jardins et assurer la médiation entre les jardiniers.
- En 1986, l'Action civique disparaît et le Rassemblement des citoyens de Montréal prend le pouvoir. La croissance des jardins s'arrête alors, la nouvelle administration ayant d'autres priorités, principalement le logement et le développement industriel.

D'ORGANISATIONS AUTONOMES À SERVICES PUBLICS (1980-1990)

1977	10 emplacements	767 jardinets
1978	25	2224
1979	27	3297
1980	40	4102
1981	47	4740
1982	55	5346
1983	66	6115
1984	72	6417
1985	78	6667
1986	73	6103

D'ORGANISATIONS AUTONOMES À SERVICES PUBLICS (1980-1990)

- Dans ce contexte le Jardin botanique fait pression sur la Ville pour préserver les jardins communautaires.
- Une conseillère municipale, Jacqueline Bordeleau, prend le dossier sous son aile.
 - La Ville confie au service des loisirs la tâche de réorganiser les jardins.
 - 13 animateurs horticoles sont engagés pour évaluer la situation et constatent que les jardins ne correspondent pas aux critères d'un programme municipal structuré.
- En 1990, la forme actuelle des jardins communautaires est adoptée et systématisée en tant que service de loisirs géré par les arrondissements.

CONCLUSION: LES JARDINS MONTRÉALAIS, DES FRUITS CUEILLIS PAR LES POUVOIRS MUNICIPAUX

- 1909-1930: le jardinage est principalement une réponse morale à ce qu'on considère être une crise des valeurs, associée à une société en profonde transformation.
- 1930-1960: se lie avec les enjeux économiques et politiques. Ils disparaissent avec l'économie d'après guerre.
- 1974-1990: Nous constatons que les jardins, qui s'inscrivent dans les spécificités des quartiers populaires, se définissent dans un dialogue avec les instances municipales.
- Après 1990, la légitimité des jardins découle d'un « service de qualité » rendu à la population, ce qui implique l'institutionnalisation des jardins à travers les bureaucraties locales des arrondissements.

Pistes de recherches et lacunes de l'étude présentée

- Impossible de bien situer les enjeux relatifs aux classes sociales et aux groupes culturels dans les jardins des années 1974 à 1990;
- Les enjeux de genres pourraient être mieux définis;
- Une histoire orale!
- L'analyse du discours reste à faire.

« The litany of benefits associated with gardening has effectively obscured the real issue : Is the urban garden intended as a mean to other ambitions or an end in itself? If it is a mean to other ends, the garden is only useful until those other goals are met. [...] To answer this question, we must step away from an intuitive faith in gardening and examine the imbedded cultural assumptions that make gardening a solution to so many different issues and concerns »

J. LAWSON , Laura., *City Bountiful*, Los Angeles, University of California Press, 2005, p.288.

Merci!

- Merci à Martin Petitclerc, directeur de ce mémoire et professeur au département d'histoire de l'UQAM, pour ses conseils judicieux, ses ratures innombrables et pertinentes. Merci à André Pednault, animateur horticole de Ville-Marie, pour ses archives et ses conseils. Merci à Greg Robinson, professeur au département d'histoire de l'UQAM, pour les conseils. Merci aux employés et employées de la bibliothèque du Jardin botanique. Merci à Micheline Cloutier-Turcotte, assistante à la gestion du programme des études avancées au département d'histoire de l'UQAM. Merci à Isabelle Monast-Landriault pour le support moral, les corrections et les conseils. Merci à l'équipe du CRAPAUD pour leur bonne humeur, leurs questions et leur intérêt porté à cette recherche. Merci à Laurence pour les bières.